

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

« Nettoyage des panneaux photovoltaïques et entretien des onduleurs »
Marché passé selon l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

PARTIE A : INTRODUCTION.....	4
ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES.....	4
ARTICLE 2 : OBJET ET FORME DU MARCHE	4
Article 2.1 : Objet du marché.....	4
Article 2.2 : Décomposition du marché	4
Article 2.3 : Forme du marché et procédure de consultation	4
Article 2.4 : Durée.....	4
PARTIE B- CLAUSES TECHNIQUES	5
ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES	5
Article 3.1 : Description des prestations et installations	5
Article 3.2 : Description des installations	6
ARTICLE 4 : VISITE SUR SITE.....	7
ARTICLE 5 : PRESTATIONS NON INCLUSES.....	7
ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	8
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ENSAIT	8
PARTIE C- CLAUSES ADMINISTRATIVES :	9
ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES.....	9
Article 8.1 : Ordre de priorité	9
Article 8.2 : Pièces à remettre au titulaire.....	9
ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE	9
Article 9.1 : Prix ferme et forfaitaire.....	9
Article 9.2 : Contenu du prix	9
Article 9.3 : Clause de sauvegarde.....	9
ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATION	10
Article 10.1 : Délai d'exécution.....	10
Article 10.2 : Prestations supplémentaires ou modificatives.....	10
Article 10.3 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	11
Article 10.4 : Clause de réexamen	11
ARTICLE 11 : RETARD ET PENALITE D'EXECUTION	12
ARTICLE 12 : VERIFICATION DES PRESTATIONS	12
Article 12.1 : Opération de vérification	12
Article 12.2 : Réception des prestations	12
ARTICLE 13 : MODALITES FINANCIERES	13

Article 13.1 : Facturation.....	13
Article 13.2 : Avances.....	14
Article 13.3 : Garantie à première demande	14
Article 13.4 : Acomptes	14
ARTICLE 14 : ASSURANCES.....	14
ARTICLE 15 : RESILIATION-REFACTION	15
Article 15.1 : Résiliation.....	15
Article 15.2 : Réfaction.....	15
ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	15
ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	16
Article 17.1 : Description du traitement de données à caractère personnel.....	16
Article 17.2 : Obligations du titulaire	16
Article 17.3 : Obligations de l'ENSAIT.....	18
ARTICLE 18 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	19
ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG.....	19

PARTIE A : INTRODUCTION

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

L'acheteur public

Ecole Nationale Supérieure des Arts et Industries Textiles (ENSAIT) N°SIRET 19590338000010

2, Allée Louise et Victor Champier

59100 Roubaix

Tel : 03.20.25.64.64

Fax : 03.20.25.64.61

Personne signataire des marchés : Monsieur Éric DEVAUX, Directeur, et par délégation Madame Virginie GUYODO, Directrice Générale des Services.

Référent technique : Monsieur Ian-Thomas VANDEPUTTE, Directeur du patrimoine et de la logistique et Monsieur Damien CARDOCK, chargé d'aménagement et d'opérations courants.

Référent administratif : Monsieur Nolan JEHANNO, Directeur des affaires juridiques et achats.

Et le titulaire du marché

ARTICLE 2 : OBJET ET FORME DU MARCHE

Article 2.1 : Objet du marché

Le présent marché a pour objet d'encadrer les prestations de nettoyage des panneaux photovoltaïques ainsi que l'entretien des onduleurs.

Article 2.2 : Décomposition du marché

Le marché fait l'objet d'un lot unique.

Article 2.3 : Forme du marché et procédure de consultation

Le présent marché est un marché public à procédure adaptée selon l'article R2123-1 du Code de la commande publique.

Article 2.4 : Durée

Le marché débutera à sa date de notification au titulaire. Il est conclu pour une durée de 1 an.

Le marché pourra ensuite faire l'objet de 3 reconductions tacites d'une durée de 12 mois chacune sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de deux mois avant la date d'échéance.

La durée totale du marché ne pourra excéder 4 ans.

PARTIE B- CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES TECHNIQUES

Article 3.1 : Description des prestations et installations

Article 3.1.1 : Nettoyage des Panneaux Photovoltaïques

- Fréquence : 1 intervention par an, idéalement au début du Printemps.
- Description :
 - Nettoyage de la surface vitrée des panneaux photovoltaïques à l'eau pure ou avec des produits adaptés non agressifs, afin d'éliminer les salissures (poussières, pollens, fientes d'oiseaux, etc.) susceptibles de réduire le rendement de l'installation. détailles la procédure de nettoyage.
 - Inspection visuelle de l'état général des panneaux (fixations, cadre, traces d'impacts éventuels) lors du nettoyage.

Article 3.1.2 : Maintenance de(s) Onduleur(s) :

- Fréquence : 1 intervention par an, coïncidant généralement avec le nettoyage des panneaux ou à une autre période convenue.
- Description :
 - **Contrôles visuels :**
 - État général de l'onduleur et de son environnement (propreté, absence d'obstruction des ventilations).
 - Vérification des voyants de fonctionnement et de l'affichage.
 - **Contrôles techniques et électriques (selon les préconisations du fabricant et les normes en vigueur) :**
 - Vérification et resserrage des connexions électriques AC et DC (si accessible et sécurisé).
 - Contrôle du fonctionnement du système de ventilation de l'onduleur (nettoyage des filtres si nécessaire).
 - Mesure des tensions et courants en entrée et sortie (selon les capacités de l'appareil et la sécurité de l'intervention).
 - Vérification de l'absence de codes d'erreur et analyse des historiques si disponible.
 - Mise à jour du micrologiciel (firmware) de l'onduleur si nécessaire, recommandée par le fabricant et avec l'accord du Client.
 - **Tests de performance et de sécurité :**
 - Test de fonctionnement général.
 - Vérification des dispositifs de sécurité de l'onduleur (si applicable et testable).

Article 3.1.3 : Maintenance Préventive Générale de l'Installation :

- Lors de chaque visite annuelle, le Prestataire effectuera également :
 - Une inspection visuelle générale de l'installation (câblages visibles, coffrets de protection, supports).
 - La vérification du bon fonctionnement du système de suivi de production (si existant et accessible).

Article 3.1.4 : Rapport d'Intervention :

Pour chaque intervention, le Prestataire fournira au Client un rapport détaillé incluant :

- La date et l'heure de l'intervention.
- Les opérations effectuées (nettoyage, contrôles, mesures).
- Les observations et anomalies constatées.
- Les préconisations pour d'éventuelles réparations ou améliorations (hors contrat).

Article 3.2 : Description des installations

L'installation est constituée de :

Points de l'installation contrôlés en terrasse extérieure 3^{ème} étage bâtiment T

-Armoire électrique coffrant AC (courant alternatif)

Remarque : le smart logger Huawei n'est pas raccordé en alimentation électrique (mais chargeur présent) et en RS 485, voir si une action est à mener de ce côté.

-Onduleur 1 Huawei SUN2000 17KTL

En production à l'instant T 25Kwh tension DC621CDV 2A /alternatif 239V 5.32A

-Onduleur 2 Huawei SUN2000 17KTL

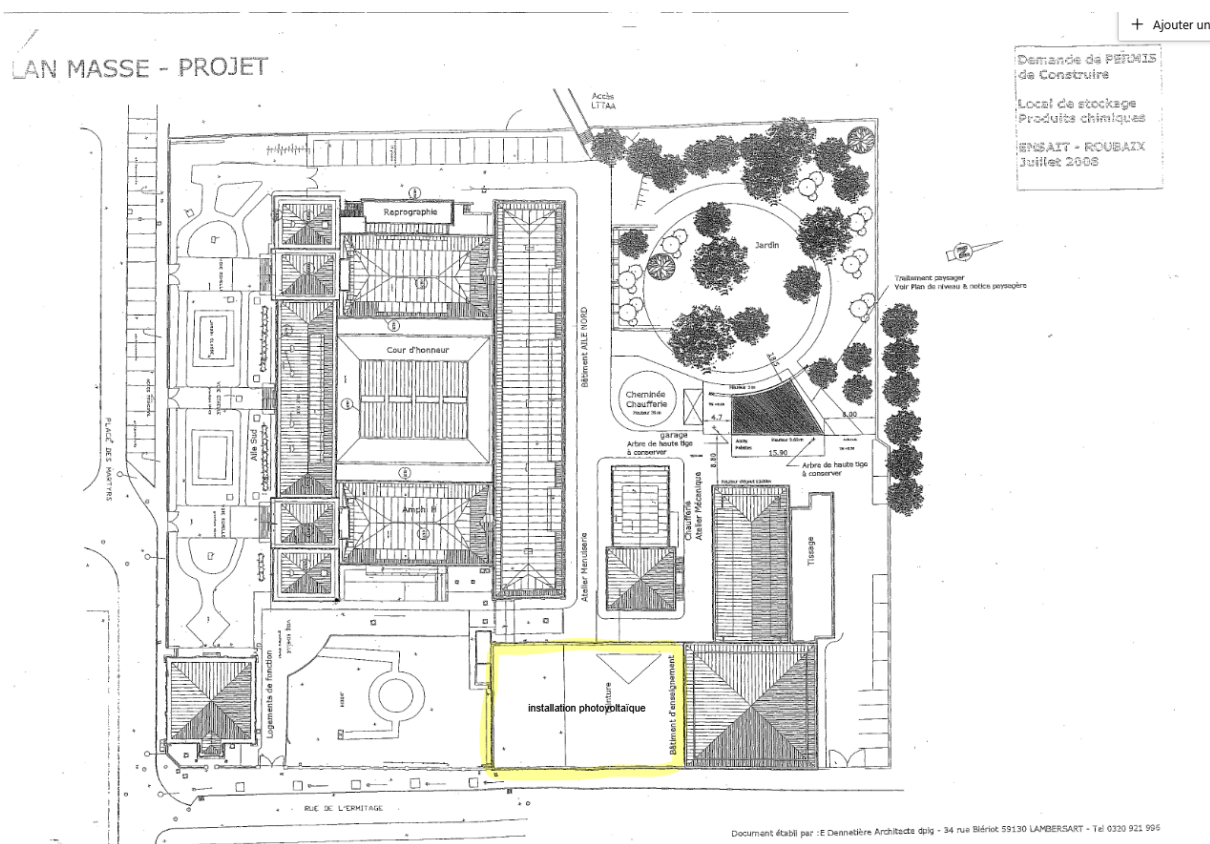
En production à l'instant T 31Kwh tension DC627VDC 6A/alternatif 241V 23A

-Panneaux photovoltaïques

Nombre de panneaux : 109

Référence LG 903K4XF1724

La localisation de l'installation photovoltaïque se situe sur la toiture terrasse du bâtiment T



Pour information : la toiture terrasse n'est pas équipée de protections de sécurité collective.

ARTICLE 4 : VISITE SUR SITE

Afin de répondre de manière éclairée au dossier de consultation, la visite sur les lieux est obligatoire si elle n'a pas déjà été réalisée. Chaque candidat ne pourra effectuer qu'une seule visite et les visites se feront uniquement sur rendez-vous.

La demande d'inscription à la visite se fait par mail à ian-thomas.vandeputte@ensait.fr en indiquant le nom de l'interlocuteur et ses coordonnées.

ARTICLE 5 : PRESTATIONS NON INCLUSES

Ne sont pas incluses dans le présent contrat et feront l'objet d'un devis séparé :

- Les réparations ou le remplacement de pièces défectueuses (panneaux, onduleur, câbles, coffrets, etc.), sauf si la défaillance est directement imputable à une négligence avérée du Prestataire lors d'une intervention.
- Les interventions en dehors des visites planifiées, sauf en cas d'option de maintenance corrective souscrite séparément.

- Les dommages causés par :
 - Des événements climatiques exceptionnels (grêle de taille anormale, foudre directe, inondation, vents cycloniques, etc.).
 - Le vandalisme, le vol, ou l'intervention de tiers non mandatés par le Prestataire.
 - Une mauvaise utilisation ou une modification de l'installation par le Client sans l'accord du Prestataire.
 - Des défauts de conception ou d'installation initiaux non imputables au Prestataire.
- Le coût des pièces de rechange.
- Les travaux d'élagage ou de défrichage pour garantir l'accès et l'ensoleillement des panneaux.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à :

- Réaliser les prestations définies à l'Article 3 avec diligence et professionnalisme, conformément aux règles de l'art, aux normes en vigueur et aux préconisations des fabricants.
- Faire intervenir du personnel qualifié et assuré.
- Respecter les consignes de sécurité lors de ses interventions.
- Informer le Client de toute anomalie détectée et lui fournir les conseils appropriés.
- Planifier les interventions en accord avec le Client, au minimum [Nombre] jours à l'avance, sauf urgence convenue.
- Disposer d'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle couvrant les dommages éventuels causés lors de ses interventions (une attestation pourra être fournie sur demande).

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DE L'ENSAIT

L'ENSAIT s'engage à :

- Fournir au Prestataire un accès libre et sécurisé à l'installation aux dates et heures convenues.
- Fournir toutes les informations et documents techniques relatifs à l'installation (manuels d'utilisation, schémas, codes d'accès éventuels au système de monitoring, etc.).
- Maintenir l'environnement de l'installation dégagé et accessible.
- Informer le Prestataire de toute modification apportée à l'installation.
- Informer le Prestataire de tout dysfonctionnement constaté entre deux visites de maintenance.
- S'acquitter du prix des prestations
- Ne pas faire intervenir de tiers sur les éléments couverts par le contrat de maintenance sans en informer préalablement le Prestataire, sauf en cas d'urgence avérée.

PARTIE C- CLAUSES ADMINISTRATIVES :

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Article 8.1 : Ordre de priorité

Par dérogation à l'article 4.1 CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation des documents contractuels énumérés ci-après) :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG-FCS, Arrêté du 30 mars 2021), non fourni, mais qui est réputé être connu et adopté par le titulaire. Il peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'offre financière remise par le titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

Article 8.2 : Pièces à remettre au titulaire

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché à l'exception du CCAG, CCTG et plus généralement, de toutes les pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

ARTICLE 9 : PRIX DU MARCHE

Article 9.1 : Prix ferme et forfaitaire

Conformément à l'article 10.1.1 CCAG-FCS, les prix du marché sont réputés fermes. Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-FCS la date d'établissement du prix correspond à la date limite de remise des offres indiquée dans le règlement de la consultation (RC).

Le prix est un prix annuel forfaitaire.

Article 9.2 : Contenu du prix

Le prix du présent marché est réputé complet au sens de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, et comprend ainsi toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations prévues par le présent marché sur la base de l'offre du titulaire.

Article 9.3 : Clause de sauvegarde

En cas d'une augmentation, supérieure à 3% du prix proposé par le titulaire dans son offre pour une raison quelconque pendant l'exécution du marché, l'ENSAIT peut décider de résilier le marché sans indemnité pour le titulaire sous réserve d'un délai de préavis d'un mois.

ARTICLE 10 : MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATION

Article 10.1 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution du marché part à compter de sa notification.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, dans le cas où le bon de commande correspondant au montant du marché serait transmis postérieurement à sa notification, le délai d'exécution de ce bon de commande serait réputé avoir commencé à la date de notification du marché au titulaire.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'ENSAIT ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ENSAIT prolonge le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur par écrit les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il indique dans la même demande la durée de la prolongation demandée.

Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, l'ENSAIT disposera d'un délai de 10 jours ouvrés, à compter de la réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

En cas de réception de la demande du titulaire pendant une période de fermeture de l'ENSAIT, ce délai de 10 jours ne commencerait à courir qu'à compter du jour de la réouverture des locaux.

Article 10.2 : Prestations supplémentaires ou modificatives

Pendant l'exécution du marché, l'ENSAIT peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'ENSAIT.

L'ordre de service fixera les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives. Ces prix seront arrêtés par l'ENSAIT après consultation du titulaire. Ils sont utilisés pour le règlement des acomptes jusqu'à la fixation du prix définitivement fixé par avenant, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 23.3 du CCAG-FCS, le titulaire est réputé avoir accepté les prix si, dans le délai de 15 jours calendaire suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix, il n'a pas présenté d'observation à l'ENSAIT en indiquant, avec toutes justifications utiles, les prix qu'il propose. En cas de désaccord, l'ENSAIT règlera provisoirement les sommes qu'elle admet.

Lorsque l'ENSAIT et le titulaire sont d'accord pour arrêter les nouveaux prix suite aux observations du titulaire, ceux-ci font l'objet d'un avenant, sauf si les prix sont devenus définitifs dans le silence du titulaire en application de l'alinéa précédent.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service lorsque cet ordre de service n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière. Un tel refus d'exécuter, opposé par le titulaire, n'est toutefois recevable que s'il est notifié par écrit, avec les justifications nécessaires, à l'ENSAIT, dans le délai de 15 jours calendaire suivant la notification de l'ordre de service prescrivant les prestations.

Article 10.3 : Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édition par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Par dérogation à l'article 24.2 du CCAG-FCS, dans un délai adapté aux circonstances qui ne saurait excéder 1 mois à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché.

Article 10.4 : Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Il est tenu compte, notamment :

- Des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.
- Des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution mis en œuvre.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'ENSAIT d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre, en lui présentant les justificatifs nécessaires à cette évaluation.

Les surcoûts pris en charge par l'ENSAIT peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées dans l'avenant en application du présent article.

ARTICLE 11 : RETARD ET PENALITE D'EXECUTION

Toutes les pénalités journalières décrites au présent CCP s'entendent par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard peut excéder 10% du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS le titulaire sera exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 €.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'ENSAIT de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de manquement du titulaire dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de 50 € par manquement.

Lorsque l'ENSAIT envisage d'appliquer des pénalités, le titulaire sera invité, par écrit, à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'ENSAIT considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent et sont calculées à compter du nombre de manquement constaté par l'ENSAIT.

ARTICLE 12 : VERIFICATION DES PRESTATIONS

Article 12.1 : Opération de vérification

Conformément à l'article 28.2 du CCAG-FCS, les référents techniques de l'ENSAIT procèdent aux opérations de vérification. Ils disposent d'un délai de 15 jours ouvrés pour faire remonter leurs observations le cas échéant.

Article 12.2 : Réception des prestations

A l'issue des opérations de vérification, l'ENSAIT prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Si l'ENSAIT ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 8.1 du présent CCP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai

ARTICLE 13 : MODALITES FINANCIERES

Article 13.1 : Facturation

Le ou les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique, l'ENSAIT disposera d'un délai maximum de 30 jours à réception de la facture, dès lors que le service est fait et certifié comme tel par le référent technique de l'ENSAIT.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai, selon les modalités d'application prévues par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le paiement a lieu après service fait sur présentation d'une ou plusieurs factures détaillées correspondant au montant convenu dans l'acte d'engagement et le bon de commande, accompagnée d'une certification de service fait du ou des référent(s) technique de l'ENSAIT.

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-FCS, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'ENSAIT de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

Les factures doivent comporter les mentions suivantes :

- ° Date d'émission de la facture
- ° Désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture
- ° Numéro unique de la facture
- ° Numéro du bon de commande/engagement juridique attribué par le système comptable de l'ENSAIT, référence à l'intitulé du marché
- ° Désignation du payeur,
- ° Date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- ° Quantité et dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés
- ° Montant de la facture

Article 13.2 : Avances

Conformément à l'article R2191-7 du code de la commande publique, sauf renoncement du titulaire, celui-ci a droit à une avance de 30% du montant du marché sous réserve qu'il transmette à l'ENSAIT une garantie à première demande correspondant à ces 30% lors de la conclusion du marché.

Article 13.3 : Garantie à première demande

Le titulaire devra constituer une garantie à première demande de 30% du montant total du marché pour l'éventuel remboursement de l'avance s'il souhaite en bénéficier.

Article 13.4 : Acomptes

Conformément l'article L2191-4 du code de la commande publique, le titulaire a le droit au versement d'acomptes dès lors que les prestations prévues au marché ont commencé à être exécutées. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Une demande de paiement des acomptes par trimestre pourra être transmises à l'ENSAIT par le titulaire au cours de l'exécution du marché conformément à l'article 11.2 CCAG-FCS.

Ces demandes de paiement devront obligatoirement mentionner :

- ° Le montant des prestations (HT/TTC), diminué le cas échéant des réfections prévues à l'article 11 du présent marché.
- ° La décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires correspondant aux documents financiers du marché en précisant si les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non.
- ° Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, des coefficients d'actualisation ou de révision des prix le cas échéant.
- ° En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci.
- ° En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total (HT/TTC) ainsi que, le cas échéant, les variations de prix (HT/TTC).

ARTICLE 14 : ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, lors de la remise de son offre ou dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ENSAIT et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il devra fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation sur demande de l'ENSAIT et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 : RESILIATION-REFACTION

Article 15.1 : Résiliation

Conformément à l'article 38 CCAG-FCS, l'ENSAIT peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement du marché, soit à la demande du titulaire, soit pour faute du titulaire, soit dans le cas de circonstances particulières. L'ENSAIT peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général, dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire, elle prend effet à la date fixée dans la décision ou à défaut la date de sa notification.

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, l'ENSAIT peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Si le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'ENSAIT peut résilier le marché.

L'ENSAIT peut résilier le marché pour faute du titulaire dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS. Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'ENSAIT peut choisir de transmettre une mise en demeure au titulaire défaillant, assortie d'un délai d'exécution, ou non. En cas d'envoi d'une mise en demeure, l'ENSAIT informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Article 15.2 : Réfaction

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS lorsque l'ENSAIT estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admises en l'état, l'ENSAIT peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Si l'ENSAIT constate, par simple mail transmis au titulaire, une non-conformité ou une mauvaise exécution de la prestation, le titulaire se doit de proposer un dédommagement ou une remise qui correspond aux défauts constatés. A défaut, l'ENSAIT peut refuser la marchandise livrée et son paiement.

ARTICLE 16 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de défaut d'exécution ou de retard de livraison, le titulaire sera mis en demeure d'exécuter la commande par mail.

L'ENSAIT pourra en application de l'article 45.1 du CCAG-FCS annuler la commande et faire appel à un autre fournisseur.

Dans cette hypothèse, en cas de différence de prix au détriment de l'ENSAIT, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, sans que ce dernier ne puisse émettre aucune réclamation.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ENSAIT est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises. Ce surcoût correspond à la différence entre le prix que l'ENSAIT aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant

ARTICLE 17 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, le règlement européen sur la protection des données, ci-après désigné « RGPD ».

Article 17.1 : Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'ENSAIT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

Article 17.2 : Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'ENSAIT.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'ENSAIT. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'ENSAIT avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Article 17.2.1 : Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'ENSAIT de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'ENSAIT dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'ENSAIT n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'ENSAIT. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENSAIT de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

Article 17.2.2 : Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'ENSAIT de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Article 17.2.3 : Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'ENSAIT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : dpd@ensait.fr

Article 17.2.4 : Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'ENSAIT toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance, par e-mail.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'ENSAIT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'ENSAIT, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'ENSAIT, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique. La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

Article 17.2.5 : Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'ENSAIT de ses obligations

Le titulaire aide l'ENSAIT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Article 17.2.6 : Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 17.2.7 : Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

Article 17.2.8 : Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'ENSAIT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au RGPD.

Article 17.2.9 : Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'ENSAIT comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ENSAIT,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Article 17.2.10 : Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'ENSAIT, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'ENSAIT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Article 17.3 : Obligations de l'ENSAIT

L'ENSAIT s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le RGPD de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 18 : REGLEMENT DES DIFFERENDS

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Conformément à l'article 46.2 du CCAG-FCS, tout différend entre le titulaire et l'ENSAIT doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend en indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Ce mémoire doit être communiqué à l'ENSAIT dans le délai de deux mois courant à compter du jour où le différend est apparu.

L'ENSAIT dispose d'un délai de deux mois courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

En cas de différend qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, la loi française est seule applicable. Les litiges éventuels sont portés devant le tribunal administratif de Lille situé à l'adresse suivante :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59000 LILLE
03.59.54.23.42

ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU CCAG

Le présent CCP déroge aux articles du CCAG-FCS suivants :

- Article 4.1
- Article 10.2.4
- Article 13.1.2
- Article 13.3.2
- Article 13.3.3
- Article 14.1
- Article 14.1.2
- Article 14.1.3
- Article 23.3
- Article 24.2
- Article 25
- Article 41.2

Le titulaire,
(Signature, paraphe et mention manuscrite « lu et approuvé »
par une personne habilitée à engager la responsabilité de l'entreprise.